

UNIVERSITE PARIS-EST CRETEIL VAL-DE-MARNE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX ANNUELS D'ENTRETIEN ET DE REPARATION POUR LES DIFFERENTS
CAMPUS DE L'UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE EN 11 LOTS SEPARES.**

Lot 3 : Travaux annuels de désamiantage

CCTP N° 2025PFTVXENTRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent les **travaux annuels de désamiantage**

ARTICLE 2 – OBJET DU CCTP

Le présent document a pour objet :

- D'une part, de faire connaître les directives générales qui guideront la réalisation des travaux,
- D'autre part, de décrire les travaux du présent marché et de fournir à l'entrepreneur les renseignements généraux lui permettant de calculer le prix de son offre en tenant compte de toutes les fournitures, de la main d'œuvre et des dépenses annexes nécessaires pour livrer un travail complet et dans les règles de l'art.

ARTICLE 3 - GÉNÉRALITÉS

3.1. Consistance des travaux

Les travaux de dépose de matériaux Amiante comprendront, sauf prescriptions contraire au marché :

- L'ensemble des démarches administratives (plans de retraits, déclarations divers, droits de décharge, etc.) ;
- Les frais d'études pour les différents échafaudages suivant cas ;
- L'établissement d'un mémoire technique constituant la méthodologie d'exécution des travaux ;
- La mise hors tension de l'ensemble des réseaux fluides ;
- La réalisation d'un confinement adapté au chantier, au titre de la réglementation en vigueur ;
- La protection des ouvrages et des appareils contenus dans la zone de travail ;
- La dépose et repose éventuelle des cloisons, plafonds suspendus, etc. nécessaire pour réaliser les travaux ;
- Toutes les dispositions nécessaires pour assurer la mise sous tension des groupes d'extraction et le circuit général d'éclairage ;
- L'aménagement des accès extérieurs et intérieurs ;
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre, la mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux ;
- L'amenée, le réglage, le repliement et l'enlèvement de tous les matériels, engins, échafaudages nécessaires à la réalisation des travaux à réaliser ;
- Les frais d'entretien, de location, de préparation, d'assurance du matériel
- Les dépenses d'énergie et de matières consommables ;
- L'ensemble des installations de protection et de chantier ;
- L'ensemble des réservations, percements, déposes, remise en état pour le bon déroulement des travaux ;
- La dépose proprement dite des matériaux, conformément aux recommandations stipulées dans le Plan Général de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé ou Plan de prévention ;
- Le chargement en sacs des déchets, la sortie à l'extérieur des bâtiments, le chargement en benne et l'évacuation dans une décharge de CLASSE I, pour les matériaux friables, de CLASSE II, pour les matériaux non friables ;
- La gestion des déchets après stockage ;
- La main d'œuvre et les appareils nécessaires à la réalisation des contrôles ou des essais, rendus nécessaires pour les travaux ;
- L'enlèvement des gravats et matériels hors service et non contaminés provenant des travaux, leur évacuation en décharges publiques ;
- Le nettoyage des voies publiques, des routes à l'intérieur de l'établissement
- Les contraintes d'évolution sur le site ;
- La réfection des installations fluides ou tous autres travaux si nécessaires dans le cas d'ouvrages détériorés pendant les travaux ;
- Les travaux divers complémentaires liés à la remise en état des volumes après traitement ;
- La réalisation et la diffusion des plans de recollement (DOE).

3.2. Opérations de retrait d'amiante

Toutes interventions sur un revêtement contenant de l'amiante (perçage, grattage, etc. ...) ou tout démantèlement même partiel du local à traiter (retrait des gaines électrique, abattage de cloisons, etc. ...) ne doivent être effectuées qu'une fois le confinement décrit ci-après mis en place, et selon les procédures qui suivent :

--> 1° Eliminer du lieu ou du local à traiter tous les composants, équipements ou parties d'équipement dont la présence risque de nuire au déroulement du chantier ou bien qui sont difficilement décontaminables (par exemple du mobilier, des appareils de chauffage, des moquettes, etc. ...) en veillant à ne pas provoquer de dispersion d'amiante.

--> 2° Mettre hors tension tous les circuits et équipements électriques qui se trouvent dans ou à proximité immédiate de la zone de travail. En raison du traitement à l'humide, les dispositifs d'éclairage ou les divers équipements électriques nécessaires au déroulement du chantier doivent être étanches.

--> 3° Un chantier de retrait d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante dans des bâtiments, des parties de bâtiment, sur des structures ou des installations doit être l'objet d'un confinement adapté visant à contenir l'empoussièrément ambiant et à éviter toute pollution de l'environnement des autres locaux, parties de locaux ou de bâtiment, des autres structures ou installations, par des fibres d'amiante, et ce pendant toute la durée du chantier.

3.3. Prise de possession du chantier

L'entreprise prendra possession du chantier en l'état ; en conséquence, elle est réputée avoir procédé à toutes reconnaissances utiles avant d'établir sa proposition de prix en conséquence considérée complète.

3.4. Contraintes d'exécution

Pour l'exécution des travaux l'entreprise devra à chaque fois qu'elle interviendra dans un secteur de l'établissement :

- Prendre toutes les dispositions pour n'apporter aucune gêne au bon fonctionnement des locaux restant en service,
- Assurer toutes les fermetures provisoires et protections aux endroits nécessaires par cloisons, gardes corps, calfeutrement, étanchéité, etc. ...,
- Isoler efficacement le lieu d'intervention et assurer une étanchéité parfaite pour arrêter la dispersion de poussières, les infiltrations d'eau contaminée, la neutralisation des dispositifs de ventilation, climatisation, ...
- Tenir compte des contraintes que peuvent induire la sécurité de la protection de la santé stipulées au PGCS ou dans le Plan de prévention
- Tenir compte des installations de chantier stipulées au CCAP et PGC,
- Utiliser tronçonneuses et matériels de découpes équipés d'aspirateur,
- Utiliser pour les démolitions un matériel conçu pour assurer un affaiblissement sonore conforme à la réglementation en vigueur.

3.5. Diagnostic sécurité sur la recherche de matériaux Amiante

Les travaux de désamiantage concernent les ouvrages vus, analysés et reconnus dans le « diagnostic amiante avant travaux ». Les matériaux contenant de l'amiante, cachés et découverts pendant les travaux seront déposés par l'entreprise titulaire du présent marché, suivant la réglementation en vigueur.

L'entreprise pourra procéder à des sondages, si elle le juge nécessaire, après en avoir demandé l'autorisation auprès du Maître d'Ouvrage.

3.6. Obligations des entrepreneurs

L'entreprise est réputée avoir obligatoirement avant sa remise de devis :

- Une parfaite connaissance des lieux et l'emplacement du chantier, des ouvrages à démolir ou à déposer.
- Une parfaite et complète vision des travaux à exécuter et de leur étendue, des limites de prestations dans lesquelles ils seront réalisés,

L'entreprise sera responsable des dégâts causés sur les éléments d'ouvrages devant rester en place et prendra à ses frais, la remise en état partiel, total ou le changement complet des éléments jugés inacceptables par le Maître d'Ouvrage. Dans tous les cas les éléments détériorés devront être remis dans l'état où l'entreprise les aura trouvés avant son intervention.

L'entreprise restera libre de choix du type de matériel de démolition et de transport sous réserve que son emploi soit rendu possible par les voies d'accès et le site du chantier.

Nota : L'utilisation de marteau pneumatique est FORMELLEMENT INTERDIT sur les ouvrages préfabriqués en BA.

L'ensemble des ouvrages conservés sera protégé par un dispositif laissé au libre choix de l'entreprise. Si par malveillance, l'entreprise détériore des ouvrages destinés à être conservés, elle devra leur remise en état à ses frais.

3.7. Plans d'exécution & études de réalisation

3.7.1 Mémoire technique

A l'appui de sa proposition l'entreprise adjudicataire du présent marché devra établir un mémoire technique définissant les principales opérations de décontamination, en fonction de la réglementation en vigueur et du présent CCTP.

Ce dossier comprendra, en outre, les précisions se rapportant aux postes ci-dessous (liste non limitative) :

- La méthodologie employée par l'entreprise pour la décontamination et le recueillement des déchets (procédés, moyens, matériels), équipements de protection individuelle,
- Les moyens humains disponibles pour l'exécution du marché, avec la composition de l'équipe : effectif et niveau de qualification des personnels ou expérience professionnelle mis à disposition pour l'exécution des prestations,
- La mise en œuvre du confinement des locaux, les moyens d'accès avec croquis à l'appui, suivant les cas rencontrés,
- Les caractéristiques des sas à 3 ou 5 compartiments (caractéristiques des ossatures, enveloppe, système de condamnation des portes, etc. ...),
- Les étalements, platelages, poutres et planchers provisoires pour l'accessibilité à la zone de travaux (croquis à l'appui, suivant les cas rencontrés),
- Les contrôles : qualité du confinement, rejets extérieurs, eaux, protection de l'environnement, air ambiant, efficacité du système de ventilation, contrôle de l'empoussièrement par l'entreprise du site, contrôle de l'empoussièrement par un organisme agréé, évacuation des déchets,
- Etat garanti sur la libération des volumes après travaux,
- Méthodologie permettant de garantir l'absence de pollution pour les locaux déjà décontaminés pendant la durée de l'ensemble des opérations liées au présent marché.

3.7.2 Plans d'exécution des travaux

Pendant la période de préparation du chantier, l'entreprise titulaire du présent marché doit établir tous les plans d'exécution et présenter les spécifications nécessaires à la réalisation des travaux. Outre les plans d'exécution de décontamination, l'entreprise devra fournir :

- Les plans des échafaudages, tours, escaliers nécessaires aux travaux, le cas échéant ;
- Compte-tenu du caractère des travaux et de la réglementation en vigueur, il est rappelé que l'entreprise doit effectuer certaines tâches préalables à l'exécution des travaux, et en particulier :
 - l'inspection commune des lieux de travail,
 - le plan de prévention,
 - le plan de retrait.

Nota : ces obligations et formalités sont traitées ci-après dans le présent document.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES TRAVAUX

4.1. Travaux préparatoires

4.1.1 Phasage des interventions

Concernant les travaux d'enlèvement des matériaux, les principales phases sont les suivantes :

- Installation de chantier (hors zone de travail) ;
- Mise hors tension de la zone de travail ;
- Ne contrôle point 0 - extérieur et local contigu (M.E.T.) ;
- Installation sas matériel et sas personnel ;
- Confinement zone et mise en place des groupes d'extraction ;
- Test fumigène et test de désenfumage ;
- Déposes diverses ;
- Dépoussiérage ;
- Aspiration et décontamination des surfaces traitées ;
- Inspection visuelle ;
- Dépose de la couche de polyane interne ;
- Analyses libératoires après micro-pulvérisation fixant ;
- Dépose de l'enveloppe restante et repliement des installations de chantier.

4.1.2. Travaux préalables

Avant préparation de la zone à désamianter, l'entreprise devra effectuer toutes déposes éventuellement nécessaires pour la réalisation de ses travaux. Les matériaux seront sortis et évacués aux décharges publiques.

L'entreprise devra également la dépose/repose des appareils d'éclairage le cas échéant.

4.1.3. Installation de chantier

L'installation comprendra :

- Mise en œuvre d'une clôture opaque et rigide délimitant la zone vie (hauteur minimum 2,00 m avec portail fermant à clé) ;
- La mise en œuvre des installations nécessaires au chantier pour le personnel et pour le stockage des matériaux (vestiaires, réfectoires et stockage des consommables). Cette installation se fera selon la norme en vigueur ;
- La mise en place des protections et balisages de chantier permettant de limiter l'accès au chantier aux seules personnes habilitées ;
- L'alimentation électrique et l'armoire de chantier (vérification de l'installation électrique de chantier par un organisme agréé) ;
- L'alimentation électrique du chantier sera secourue au moyen d'un groupe électrogène de puissance appropriée à prévoir ;
- La mise en œuvre de projecteurs d'éclairage pour la zone à traiter ;
- Les déchets contaminés seront stockés (après leur mise en big-bag) dans le sas matériel, avant d'être déplacés vers un container à déchets étanche à l'extérieur et fermant à clé. Ensuite, leur évacuation se fera en décharge de classe 1, ou vers un centre d'inertage selon le cas ;
- Les autres déchets non contaminés ou décontaminés devront être stockés dans une benne à la charge du présent marché, avant d'être évacués et déposés dans une décharge de classe 2 ou 3.

Cette liste n'est pas exhaustive.

4.1.3.1 Analyse du taux d'empoussièrement de l'air avant travaux

Une analyse du taux d'empoussièrement de l'air dans les locaux à traiter sera à réaliser. Il y aura lieu de procéder à des analyses dite "POINT ZERO" à proximité des opérations de désamiantage.

Ces mesures seront effectuées par un organisme agréé désigné par le Maître d'Ouvrage, à la charge de l'entreprise.

Elles seront réalisées conformément à la norme NFX 43-050 relative à la détermination de la concentration de fibre d'amiante par microscopie électronique à transmission (méthode directe).

4.1.3.2. Installation de la zone de travail

Mise en œuvre d'un accès à la zone de travail.

Mise en œuvre d'un tunnel comportant 3 compartiments (SAS) permettant la décontamination du personnel, y compris alimentation en eau chauffée et évacuation des eaux usées avec filtration absolue.

Mise en œuvre d'un tunnel matériel comportant 2 compartiments (SAS) permettant la décontamination et l'évacuation des déchets, y compris alimentation en eau et évacuation des eaux usées avec filtration absolue.

Mise en œuvre des groupes d'extraction pour assurer un renouvellement d'air global minimum de 6 volumes d'air par heure. Ces groupes d'extraction seront équipés de filtration absolue à très haute efficacité (d'un rendement supérieur à 99,99 % selon la norme NFX 44-013) et maintenus en fonctionnement 24 heures sur 24 pendant toute la durée du chantier afin d'assurer une dépression au moins équivalente à 20 Pa. L'arrivée d'air frais se fera par l'intermédiaire du sas matériel et l'emplacement des extracteurs se fera dans la partie opposée au SAS.

Mise en œuvre d'un dispositif de mesures pour vérifier en permanence le niveau de la dépression, avec impression graphique de la dépression en continu. Alerte par lampe et bip sonore en cas d'atteinte du niveau d'alerte. Les unités déprimogènes, reliées à l'armoire de distribution électrique, devront en outre être secourues par un groupe électrogène.

Avant mise en service des unités d'extraction (minimum 2 groupes), confirmation d'étanchéité par essais fumigènes.

Dans le cas où les travaux de désamiantage dépassent une semaine, un contrôle fumigène hebdomadaire sera effectué en cours de travaux pour s'assurer du bon confinement. Un essai de désenfumage sera également réalisé pour vérifier la capacité des groupes d'extraction. L'entreprise devra effectuer tout redressement nécessaire pour l'étanchéité en cas de résultat négatif aux essais fumigènes. Un PV de réception de la zone déterminera la seule autorisation de commencement des travaux.

4.1.3.3. Procédé d'accès et de sortie de zone

L'accès à la zone de travail doit toujours se faire à travers un SAS personnel qui contient au minimum 2 douches et sera construit en matériaux durs. Le SAS personnel sera construit de telle façon que la sortie de la zone soit impossible sans prendre de douche. L'entrepreneur joindra à son offre un schéma et les dimensions des SAS qu'il compte installer (fiche technique). Les SAS proposés devront être conformes à la législation en vigueur.

(Dimensions 1,10 m x 3,30 m).

Le SAS personnel est construit de préférence hors de la zone contaminée.

a) Entrée

Lors de chaque accès à la zone de travail, tout intervenant (toute personne qui est amenée à pénétrer dans l'enceinte du chantier, quel qu'en soit le motif) doit :

- Se présenter au SASMAN qui contrôlera la nécessité de son accès ainsi que sa conformité à l'accès de la zone et qui l'inscrira dans le cahier d'accès ;
- Quitter ses vêtements et revêtir ses équipements de protection et ses vêtements de travail, jetables dans le premier SAS (SAS vert) ;
- Traverser le deuxième SAS ;
- S'équiper de son masque, de ses gants et de ses bottes. Etanchéifier la salopette à l'aide de bandes adhésives au droit des chevilles, des poignets et du masque dans le troisième SAS (SAS rouge) ; □ Entrer en zone.

Dans tous les cas, on ne peut rentrer en zone qu'en présence du SASMAN et accompagné d'un binôme (deux personnes minimums en zone).

b) Sortie du personnel

A la sortie, tout intervenant doit :

- Epousseter ses vêtements dans la zone de travail à l'aide d'un aspirateur muni d'un filtre absolu. Cette étape s'effectuera toujours en binôme ;
- Enlever les bandes adhésives, la salopette, les gants, les bottes ou chaussures de sécurité dans le troisième SAS (SAS rouge). Mettre les vêtements jetables en sacs adéquats pour être évacués comme déchets ;
- Passer dans le SAS 2 (orange) ;
- Se doucher soigneusement avec son masque, ses vêtements.
- Prendre une douche personnelle avec savon et shampooing. Les essuies, le savon et le shampooing doivent être fournis par l'entrepreneur. Ceux-ci doivent être hypoallergéniques et de PH neutre. L'entrepreneur veillera également à maintenir une température acceptable dans les douches surtout en période hivernale par des chauffeuses par exemple.
- Revêtir ses effets personnels, laissés lors de l'entrée dans le premier SAS (SAS vert).

Il est formellement interdit de sortir du matériel, quel qu'il soit, via les SAS personnels.

c) Sortie matériaux et matériel

Le SAS matériel est également construit en matériaux durs et comprend au minimum 2 zones : une zone sale (rouge) où les sacs et le matériel sont nettoyés à l'aide d'un aspirateur et de chiffons humides, une zone de transit (orange) où le premier sac est renfermé dans un deuxième sac et la troisième zone (verte) pour l'évacuation des sacs vers l'extérieur.

Les rejets d'eau des douches des SAS personnel et matériel devront être munis de filtres retenant les fibres au-dessus de 3 µm. L'entrepreneur fournira la fiche technique des filtres utilisés (mesures de la teneur de l'eau en fibres après filtration).

4.1.3. Confinement et préparation de la zone de travail

Ces travaux comprennent :

- Le nettoyage avec aspirateur à filtration absolue de tous les équipements fixes ou semi-fixes se trouvant dans le local, ainsi que leur stockage dans un local propre suivant indication du Maître d'Ouvrage ;
- Le nettoyage des fenêtres avec tous les accessoires d'ouverture ;
- Le nettoyage avec aspirateur à filtration absolue des murs, des sols, des ouvertures extérieures et de la zone de travail, compris les grilles de soufflage et reprise d'air ;
- Le confinement de toutes les ouvertures (2 couches de polyane 200 microns et mousse polyuréthane si nécessité réglementaire) compris les portes d'accès ;
- La mise en œuvre sur les murs et vitrages de la zone de travail d'un double polyane 200 microns, pose à joints croisés. Ce polyane viendra en butée sous le plafond. La couche intérieure du confinement devra être montée de manière à ce que cette dernière puisse être démontée indépendamment de la seconde couche (extérieure) avant les mesures libératoires ;
- Les éléments non démontés seront protégés dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Préalablement au commencement des travaux, la zone confinée devra être réceptionnée par un organisme agréé. Des tests de fumée seront effectués par l'entreprise en présence de l'organisme agréé et du Maître d'Ouvrage. L'entreprise disposera de tous les moyens nécessaires à ce contrôle (fumigène, etc.).

Les tests de fumée s'effectueront dans les conditions suivantes : extracteurs à l'arrêt et la zone en légère surpression.

En cas de fuite, les endroits défaillants seront colmatés et un nouveau test de fumée sera réalisé.

Un PV de réception de la zone déterminera la seule autorisation de commencement des travaux.

4.2. Travaux de désamiantage

4.2.1 Analyse du taux d'empoussièrement de l'air - mesures libératoires

Une série de mesures libératoires dans la zone de travail sera exécutée à la charge de l'entreprise par un organisme dûment agréé et commandé par le Maître d'Ouvrage afin de confirmer que le taux de fibres est en dessous du seuil minimum réglementaire après travaux (5 fibres par litre d'air). Si l'entreprise le juge nécessaire, et en fonction des résultats des mesures faites dans l'environnement du chantier, une filtration de l'air neuf pourra être mise en œuvre afin de s'affranchir de l'éventuelle pollution résiduelle extérieure. Pendant la durée des travaux de désamiantage une mesure en microscopie optique sera exécutée dans le sas de décontamination du personnel.

Des mesures auront lieu également dans les zones contigües et à l'extérieur, afin de vérifier la bonne étanchéité de l'enveloppe confinée durant la durée des travaux.

4.2.2 Analyse des eaux usées

Un prélèvement sera effectué sur les eaux usées des sas de décontamination du personnel et des déchets pour analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'entreprise.

4.2.3 Dépose des dalles + colles amiantées

Prestation comprenant :

- Condamnation, protection et délimitation de la zone d'intervention ;
- Travaux préparatoires ;
- Confinement statique et dynamique ;
- Equipement de protection individuelle jetable ;
- Dépose soignée des dalles ;
- Dépose de la colle préalablement humidifiée ;
- Dépose de tous les accessoires constitutifs ;
- Contrôle des zones désamiantées ;
- Repli du matériel et nettoyage de la zone.

4.2.4 Dépose du confinement

L'inspection visuelle étant probante, l'entreprise procédera au démantèlement de la 2ème couche de polyane avant de procéder à la mesure libératoire des deux couches de polyane du confinement qui seront évacuées comme déchets contaminés.

4.2.5 Repliement des installations de chantier

L'entreprise procèdera ensuite au repliement de ses installations de chantier et au nettoyage général avant demande de réception des travaux.

4.2.6 Elimination des déchets

Les déchets contenant de l'amiante libre (poussières et fibres) étant considérés comme des matières dangereuses, un emballage supplémentaire, conforme aux prescriptions du "règlement transport des matières dangereuses" (RTMDR), sera nécessaire pour la manutention et le transport (compris étiquetage réglementaire et bordereau de suivi mentionnant : la classification de la matière transportée, le nombre de colis, la quantité totale, l'expéditeur et le destinataire, conformément à l'arrêté du 4 Janvier 1985).

L'élimination des déchets, à charge du présent marché, sera réalisée conformément au paragraphe 4 de la circulaire DGS VS3 N°70 du 15/09/94, avec fourniture d'un certificat de destruction ou de stockage délivré par l'organisme gestionnaire des installations autorisées au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les déchets seront évacués régulièrement afin d'éviter l'accumulation sur les lieux de travail. Ils seront mis au fur et à mesure dans des containers adaptés (hermétiques et verrouillés).

Sont considérés comme déchets, tous les matériels et matériaux contaminés non réutilisables, les filtres, les gaines démontées, les vêtements jetables, les éléments constitutifs du confinement... et tout ce qui est non réutilisable et contaminé.

Toutes les eaux usées (douche, eaux de nettoyage) doivent faire l'objet d'un traitement approprié avant leur rejet en milieu naturel, notamment au moyen d'une filtration (filtre à 5 µ m), des boues résiduelles et les filtres colmatés doivent être conditionnés comme des déchets solides contaminés.

Les déchets contenant de l'amiante ou souillés par l'amiante seront évacués vers un centre de traitement de déchets suivant la législation en vigueur : centre de stockage de déchets ultimes de classe 1 ou centre de vitrification selon le cas. L'entreprise se chargera de toutes les sujétions pour assurer au Maître d'Ouvrage un traitement définitif de l'amiante et fournira tous les justificatifs de transport, prise en charge, traitement des déchets à base d'amiante ou pollués ainsi que les garanties au Maître d'Ouvrage concernant la prise en charge de ces déchets.

ARTICLE 5 – SPECIFICITES DES LOCAUX DE L'HOPITAL HENRI MONDOR

Comme décrit à l'annexe A au CCAP « Description des sites de l'UPEC », le marché prévoit que certaines prestations soient effectuées dans les locaux de l'hôpital Henri Mondor. Aussi, du fait de son activité, l'hôpital Henri Mondor exige que les dispositions suivantes soient prises :

- La mise à disposition et le remplacement en cas d'usage de 3 kits « combinaison + masque ventilé » par SAS pour l'intervention du SAMU.
- L'hôpital ne permet pas le stockage des déchets sur place (pas de « container à déchets étanche à l'extérieur et fermant à clé »). L'entreprise devra nécessairement évacuer les déchets au fur et à mesure.
- Les extractions par les façades sont autorisées.
- La base vie devra être la plus petite possible (l'équivalent de 2 places de parking maximum).